L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 5 SEPTEMBRE 1895. Fondée le 1er septembre 1827.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI, 5 SEPTEMBRE 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Les Armements du Japon.

Nous avions bien raison de dire, il y a un jour ou deux, que tout annonçait une guerre prochaine dans l'extrême Orient, et que si les deux puissances actuellement rivales, en Asie, la Russie et le Japon, ne se ruaient pas l'une sur l'autre, c'est qu'elles n'étaient pas prêtes.

La Russie n'a pas encore achevé le chemin de fer qui doit mettre St-Pétersbourg en communication avec Wladevostock—la plus longue ligne ferrée qui existera, quand elle sera terminée.

Quant au Japon, il n'a presque pas de marine ; il lui est impossible de lutter avec la flotte du Czar. Or, la guerre dont il s'agit n'aura certainement lieu que sur mer; il suffit de jeter les yeux sur la carte pour s'en rendre compte.

Après une lutte comme celle qu'il vient de soutenir avec la Chine et qui lui a coûté beaucoup d'hommes et beaucoup plus encore d'argent; après la piètre indemnité qu'il a pu se faire adjuger et qui ne lui est pas encore payée, le gouvernement du Mikado doit éprouver le besoin de se reposer, pour réparer ses forces épuisées, pour faire des économies et remplir son trésor à moitié vide.

Que voyons-nous cependant? Le voilà qui commande de grands navires de guerre, des cuirassés, en Angleterre. La dépense s'élèvera au moins à 5,000,000 de livres, 25,000,000 de dollars, 125,000,000 de francs. C'est évidemment la nécessité qui le force à prendre une pareille résolution. Si ruineuse qu'elle soit, elle lui est imposée par les circonstances, et il n'a pas un instant à perdre, s'il veut être prêt à faire face aux éventualités. Il ne peut que gagner du terrain avec le temps, tandis que la Russie a tout intérêt à précipiter les événements. C'est ainsi que la guerre appelle la guerre, et que l'on ne sort d'une lutte que pour entrer dans une autre.

LE ROI DES BELGES.

On mande de Bruxelles :

Le voyage du Roi en France marque le changement sensible survenu dans les relations de la République française avec notre souverain.

Le Roi sera certainement reçu à Aix-les-Bains avec courtoisie et pourra faire sa cure sans redouter quelque article au picrate de potasse de Mme Adam.

C'est la première fois que notre souverain se rend aux eaux en France à l'encontre de son père Léopold Ier qui fut l'un des fidèles de Vichy. Il retrouvera à Aix bon nombre de ses sujets, les Belges ayant pris cette jolie ville en affection, beaucoup plus pour pour les délicieuses promenades qui lui font une ceinture verte en gravissant le flanc de hautes et pittoresques collines, que pour ses eaux.

Un peintre bruxellois de vues de ville, mort il y a quatre ou cinq ans, Walckiers, a interprété en des paysages colorés et émus, les environs d'Aix-les-Bains ; toutefois ils doivent cacher quelque marais pestilentiel, car c'est au bord de l'un de ces étangs aux eaux stagnantes, qu'il a gagné les germes du typhus qui devait l'emporter.

Mais le touriste ne s'arrête pas comme le peintre pendant des heures entières en un même site en contact ainsi avec les dangereux microbes.

Le roi restera à Aix une quinzaine de jours, peut-être plus et reviendra en Belgique pour l'action décisive des grandes manœuvres sous les murs d'Anvers. S'il rend visite, comme on le prétend, au président de la République française au château de Fontainebleau, l'entrevue sera des plus cordiales, M. Félix Faure ayant déjà été en relations personnelles avec le Roi. Il a été reçu avec sa fille, il y a quelques années à peine, au chalet de Mariakerke.

Le président de la République n'a pas oublié sans doute les relations d'autrefois et c'est pourquoi il n'y aurait rien de surprenant à voir se réaliser la nouvelle donnée par les journaux.

LA PRESSE ANGLAISE.

La presse s'occupe déjà des déclarations de M. Curzon.

Le *Standard*, conservateur, dit :

"Nous ne pouvons quitter l'Egypte avant que ce pays ne soit rétabli dans son ancienne puissance et dans la position qu'il occupait avant que nous nous soyons mêlés de ses affaires.

"Quand nous serons assez forts dans l'Ouganda et aussi sur le haut Nil, il sera temps de parler de l'évacuation. Si sir Charles Dilke ne s'était pas opposé à la construction du chemin de fer de l'Ouganda, il eût peut-être été possible de discuter la date de notre départ.

"Quant au haut Mékong, qu'il soit possible ou non de créer dans cette région un Etat-tampon, les intérêts anglais, commerciaux et politiques doivent y être maintenus, et l'on doit faire tous les efforts possibles pour maintenir l'indépendance et l'intégrité du Siam."

Le 'Daily Graphic", unioniste, regrette que le gouvernement n'ait pas été mis en demeure, de s'expliquer définitivement sur les décisions des Français sur le haut Nil ni sur l'attitude adoptée par l'Angleterre sur le haut Mékong.

Quant à la déclaration de M. Curzon au sujet de l'occupation de l'Egypte, le "Daily Graphic" la juge aussi satisfaisante que raisonnable.

Le "Morning Post", conservateur, dit que si l'on veut que le traité de Simonosaki, qui ouvre l'intérieur de la Chine à l'industrie et aux entreprise commerciales, ne demeure pas lettre morte, il faut que les étrangers soient protégés.

La ruse du Tsung-Li-Yamen, qui jusqu'ici a envisagé la question sous son aspect religieux, commence à être connue et elle sera déjouée pour le plus grand profit du commerce de l'Angleterre.

LA QUESTION BULGARE.

Evidemment il y a dans la question des Bulgares des dessous que l'on ne connaît pas. Après la réception de la délégation par le tsar, après les diverses appréciations qui ont été données de cet incident devenu un événement et après enfin les actes de contrition bien caractérisés du prince Ferdinand, voici maintenant que tout est réduit à néant. Une note, qui paraît officieuse, résume en effet la situation en ces termes, lesquels sont d'accord avec les faits qui ont suivi le retour du prince à Sofia :

Le gouvernement russe, dont la politique se distingue précisément par beaucoup de fermeté et d'esprit de suite, n'a pas modifié ses vues ni sa ligne de conduite à l'égard du prince Ferdinand, se doutant bien, d'ailleurs, que l'attitude adoptée par celui-ci, le mois dernier, ne devait être qu'une feinte ayant pour but de séduire le cabinet impérial et de l'amener peut-être à consentir à sa reconnaissance. La diplomatie russe ne s'est pas plus laissé prendre à cette feinte qu'aux démonstrations russophiles, des membres de la députation bulgare qui, si elle n'a pas été envoyée à Saint-Pétersbourg par le gouvernement bulgare, s'y est cependant rendue avec son assentiment, ce qui constituait une des cartes du jeu de rapprochement engagé par ce gouvernement.

Maintenant que la tentative a avorté, grâce à la prudence de la diplomatie russe, qui n'a pas cessé un seul instant de voir dans le prince Ferdinand un instrument inaliénable de l'intrigue autrichienne, le gouvernement cobourgien revient à sa politique antirusse primitive, en s'efforçant de persuader à son peuple que c'est la Russie qui ne veut pas de réconciliation, tandis qu'en réalité elle ne la repousse point, mais entend l'ajourner au moment où des circonstances, toujours possibles, auront rétabli en Bulgarie l'ordre de choses légal, suspendu depuis sept ans par la présence à Sofia du prince de Cobourg.

La pêche sur le banc de Terre-Neuve.

Toute une série de faits viennent de se passer, qui rappellent les dangers courus par les pêcheurs sur le grand banc de Terre-Neuve. Le brouillard qui menace les bateaux de pêche de collisions avec les navires transatlantiques expose, en outre, les pêcheurs qui s'en vont deux par deux dans des petites barques, des "doris" pour pêcher loin du voilier qui les a amenés sur le banc, à se perdre sur la mer. Un certain nombre de ces malheureux égarés ainsi sur les flots, sans vivres, dans de petites embarcations, ont été recueillis par des vapeurs et débarqués en Amérique.

Les journaux américains annoncent que le transatlantique *Britannic* a débarqué le 9, à New-York, deux pêcheurs français qu'il a recueillis en mer sur les bancs de Terre-Neuve, le 6 août vers dix heures du matin. Ces deux pêcheurs, qui se nomment Hippolyte Ruxel et Adrien Leroy, faisaient partie de l'équipage de la goëlette l'*Active*, de Saint-Pierre-et-Miquelon, croisant sur les bancs pour y pêcher la morue. A la pointe du jour, ils avaient quitté leur navire dans une petite embarcation pour aller tendre les lignes et n'avaient pas tardé à se perdre au milieu d'un épais brouillard. N'ayant ni vivres ni eau dans leur canot, Ruxel et Leroy avaient été fort effrayés de se voir entraînés par les courants ; quand ils ont aperçu le *Britannic* venant dans leur direction, ils ont mis leurs avirons en l'air en signe de détresse et ont fait tout leur vapeur pour attirer l'attention des vigies du steamer. On a fini par apercevoir leurs signaux et le *Britannic* ralentissant sa marche s'est dirigé de leur côté ; quelques instants après, Ruxel et Leroy montaient à bord. Leur embarcation était en assez mauvais état ; le plat-bord était démoli et un des avirons était brisé. Les passagers du *Britannic* ont fait en faveur des pêcheurs une collecte qui a produit 200 fr. A l'arrivée à New-York, Ruxel et Leroy ont été envoyés par la Compagnie au consulat général de France qui se chargera de les rapatrier.

D'autre part, le vapeur-citerne hollandais la *Campine*, venant d'Anvers, a également amené à New-York deux pêcheurs français, les nommés Jean-Marie Alois et Célestin Dragon, de la goëlette *Perveuche*, de Saint-Pierre-et-Miquelon, qu'il a recueillis le 4 août sur les bancs de Terre-Neuve. Comme les pêcheurs de l'*Active*, ils s'étaient perdus au milieu du brouillard et n'avaient pas pu retrouver leur navire. Seulement, lorsque la *Campine* les a rencontrés, il y avait quarante-huit heures que ces malheureux flottaient à l'aventure sans avoir rien à manger ni à boire. Ils avaient perdu tout espoir et étaient tellement épuisés qu'il a fallu les monter à bord du vapeur à l'aide de cordes.

Enfin le vapeur anglais *Baku-Standard* vient de débarquer à Philadelphie deux autres pêcheurs français, qu'il a rencontrés sur les bancs de Terre-Neuve, et qui, depuis quatre jours, s'étaient éloignés de leur navire, que le brouillard les avait empêchés de retrouver. Sans eau ni vivres, les pauvres pêcheurs étaient à moitié morts de faim.

S'ils ont été sauvés, c'est au chien du capitaine anglais qu'ils le doivent. Cet intelligent animal avait aperçu la petite embarcation contenant les deux hommes, au moment où le vapeur allait la dépasser, et il s'est mis à aboyer avec une telle fureur que l'officier de quart s'en est inquiété. Cet officier a regardé autour de lui, et, ayant fait stopper le vapeur, il a recueilli les pêcheurs. A l'arrivée à Philadelphie, on les a conduits au consulat de France, où le consul les a interrogés. Ils ont déclaré qu'ils se nommaient Jean-Pierre et Jules Boisiron, et qu'ils appartenaient au brick de pêche *Francis-Eugène*, de Saint-Pierre-et-Miquelon. Ces deux hommes ont été dirigés sur Now-York, d'où ils seront rapatriés en même temps que les quatre premiers.

Une piquante anecdote.

Une dame suédoise raconte, dans un journal de son pays, une piquante anecdote sur le prince de Bismarck. Il y a cinquante-six ans, la dame en question, alors une toute jeune fille, partait pour Rome en compagnie d'une gouvernante. Elle devait s'arrêter à Berlin, où étudiait un jeune cousin qu'elle ne connaissait pas encore. "Quelques jours avant mon départ, écrit-elle, mon père adressa à notre cousin d'Allemagne une lettre où il le priait de me faire voir la capitale prussienne. J'arrivai à Berlin où mon parent me fit le plus aimable accueil. C'était un grand jeune homme avec une longue moustache et des yeux brillants. Pendant trois jours, il fut mon fidèle chaperon. Comme il ne savait pas un mot de suédois, nous nous entretenions en français. Je n'ai jamais eu cavalier plus agréable et l'heure de la séparation sonna trop tôt, à mon gré. Au moment de le quitter : "Ma cousine, me dit il, je dois vous faire un aveu ; je ne suis pas votre cousin. Votre vrai cousin est en ce moment très occupé par une préparation d'examens et il m'a prié de le remplacer. Mon vrai nom est Otto de Bismarck." Les années passèrent et le prince de Bismarck devint chancelier impérial. L'héroïne de l'aventure que nous venons de conter eut un jour l'occasion de le revoir. Il la reconnut fort bien et lui dit : "C'est à notre rencontre que je dois d'avoir visité les musées de Berlin ; je n'y serais jamais arrivé sans vous." Voilà par quelles ingénieuses manières M. de Bismarck préparait son entrée dans la carrière. Pourquoi un diplomate n'est-il pas toujours démontré aussi innocent !

Nouvelle déception que nous vaut M. Bowler.

Encore une déception que nous vaut M. Bowler, le trop fameux contrôleur du Trésor. Ce n'est pas la première, assurément ; gageons que ce ne sera pas la dernière. Jamais, croyons-nous, on n'a autant ergoté, autant noirci de papier, autant outragé le bon-sens et piétiné sur l'autorité légale et la véritable hiérarchie, que depuis que cette malheureuse affaire de la prime a été soulevée, au moment où l'on s'y attendait le moins, par l'homme qui semblait devoir le moins s'en mêler.

On parle beaucoup des maux qui résultent de la confusion des pouvoirs. En voici un exemple bien instructif. Nous y voyons un subalterne faire la loi à son supérieur, un simple comptable légiférer, un administrateur rendre des arrêts de cour ; un commis d'un département de l'exécutif déclarer nulle et non avenue une loi du Congrès, du législatif.

Qu'est ce donc que M. Bowler ? d'où vient-il ? qu'a-t-il fait ? quels services exceptionnels a-t-il rendus au pays, pour qu'il ose se permettre de tout bouleverser et de ruiner toute une industrie, dont le développement ferait gagner des sommes incalculables au pays ?

Si tout cela s'était fait rapidement, passe encore. Mais M. Bowler hésite évidemmment; il tâtonne; il marche visiblement sur un terrain qu'il ne connaît pas. De là, les retards non seulement ridicules, mais odieux, ruineux qu'il apporte dans le prononcé de son jugement.

Et pourquoi ces mystères qu'il faut cacher aux profanes, ces précautions infinies, prises pour aboutir à une déclaration que tout le monde connaît d'avance ? Car c'est le secret de Polichinelle que la sentence que s'apprête à rendre M. Bowler. Il y a plus de trois mois que ses supérieurs en tout genre et ses futures victimes savent ce qu'il pense à ce sujet, ce qu'il médite. Ils sont tenaces, entêtés, les gens comme lui, qui se trouvent tout à coup transportés sur un terrain qu'ils ne comptaient jamais fouler, et investis d'un pouvoir qu'ils ne s'attendaient pas à exercer. L'éblouissement les saisit ; ils s'imaginent avoir grandi de cent coudées. Pour un empire, vous ne les feriez pas revenir d'une idée préconçue ; plus même elle est fausse, plus ils y tiennent. Le sentiment d'une dignité mal entendue les force à se donner raison contre toute raison.

En fait, M. Bowler devait, mardi dernier, publier sa décision ; il ne l'a pas fait. Tout le monde, en Louisiane et ailleurs est anxieux de la connaître ; il tient soigneusement la lumière sous le boisson. Quand aura lieu son fameux *fiat lux* ? Nous l'ignorons. Mais toutes ces tergiversations, toutes ces précautions ne nous annoncent rien de bon. Franchement, nous resterions bien étonnés s'il y avait l'ombre de justice dans son arrêt.

Thiers jugé par M. de Chaudordy.

On lit dans le *Gil Blas* :

"Je n'ai point l'honneur d'être des intimes de M. de Chaudordy, mais, comme il accueille avec bienveillance et se plaît à éclairer tous ceux que préoccupent les questions patriotiques, j'ai eu souvent l'occasion de parler longuement avec lui de ces cinq mois de bataille durant lesquels il faillit un instant mettre en échec M. de Bismarck en faisant intervenir les neutres et en obtenant la paix par leur intermédiaire.

"Ce fut M. Thiers qui gâta tout, m'a dit M. de Chaudordy. J'avais obtenu de M. de Beust, le premier ministre autrichien, un concours dévoué. Il finit par m'écrire qu'il ne pouvait plus rien faire, car M. Thiers qui, à ce moment, parcourait l'Europe, abandonnait tout. "Comment voulez-vous, me disait M. "de Beust, que j'insiste sur la nécessité "de ne point vous demander des ces"sions de territoire, quand M. Thiers "est moins intransigeant que moi ?"

"M. de Chaudordy, bien indulgent pourtant d'ordinaire pour les fautes des hommes d'Etat, est sans pitié pour M. Thiers, qui n'a eu, à cette époque douloureuse, que la préoccupation d'arriver enfin au pouvoir suprême, le rêve de toute sa vie.

"Au fond, que lui importaient les conditions de la paix, pourvu que ce fût lui qui la traitât et en eût toute la gloire ? Pour arriver à ses fins, il se fit donner un sauf conduit qui lui permit de se rendre à Paris.

"C'était, m'a dit M. de Chaudordy, la fin de toutes nos espérances, puisque nous consentions ainsi à traiter directement la paix à l'heure où l'ayant obtenue toutes les raisons de Paris, de la République, étaient [illegible]

L'HUMORISTE AMÉRICAIN.

Nous racontions dernièrement que M. Mark Twain a perdu sa fortune : il n'a pas du même coup perdu l'humour. Les cinq premiers chapitres de son nouveau roman, récemment parus dans la revue *Life*, en sont une preuve évidente ; nous en donnons les deux premiers : "Chapitre I.—Et m'aimeras-tu toujours autant ? murmura-t-elle en se serrant contre lui et en appuyant sa tête sur son épaule. —Toujours ! répondit-il en la pressant sur son sein ; et il déposa un baiser sur ses lèvres.—Chapitre II.—Et m'aimeras-tu toujours autant ? murmura-t-elle en se serrant contre lui et en appuyant sa tête sur son épaule.—Toujours ! répondit il en la pressant sur son sein ; et il déposa un baiser sur ses lèvres." Nous faisons grâce à nos lecteurs des chapitres III, IV et V, qui sont en tout point semblables aux deux premiers. Au bas du chapitre V, on peut lire : "La suite au prochain numéro." La rédaction du *Life* prévient le public que les chapitres à venir ne diffèreut pas non plus des précédents, mais elle prie ses lecteurs de ne pas s'étonner de cette monotonie apparente. M. Twain suppose en effet que l'héroïne est la même dans tous l'ouvrage, mais "Lui" est un autre dans chaque chapitre. Il est certain que l'œuvre du célèbre humoriste américain en acquiert ainsi une variété qu'on lui eût refusée au premier abord.

LE CHOLERA A HONOLULU.

Décidément, les Etats-Unis ne jouent pas de bonheur avec les îles Hawaii. Les troubles de ce pays leur ont déjà occasionné passablement de tracas ; les voici maintenant menacés du choléra, de ce côté.

L'alarme existe sur les côtes du Pacifique. Il est très difficile d'établir une surveillance sérieuse sur la longue ligne de plages qui s'étend de Portland, Orégon, à San Francisco, Californie. S'il arrivait un malheur de ce côté, ce serait le seul avantage que nous aurait valu notre maladroite ingérence dans les affaires de cet archipel.

L'EXAMEN DES VÊTEMENTS DE DÉCOUT.

M. Girard a procédé à l'examen des vêtements déchiquetés de l'anarchiste Décout, l'auteur de l'attentat d'Anieho. Les observations du directeur du laboratoire municipal ont été envoyées, au parquet de Douai.

On sait que ces vêtements avaient été expédiés à Paris par le parquet de Douai. C'est surtout sur le pantalon, dont la partie supérieure a été détruite par l'explosion prématurée de l'engin, qu'ont porté les expériences de M. Girard.

Les réactifs employés n'ont fait découvrir aucune trace de dynamite dans l'étoffe. Par contre, le directeur du laboratoire municipal y a trouvé des traces de poudre chloratée.

Cette poudre est l'explosif anarchiste par excellence. Elle est de fabrication facile, et on sait qu'elle fut employée par Vaillant, par Emile Henry et par Pauwels.

L'analyse a démontré, en outre, que les lambeaux étaient bourrés de verre pulvérisé, à un tel degré que cette fine poussière a pris plus d'un quart d'heure pour descendre jusqu'au fond du vase où le morceau de drap avait été plongé. Cette observation a permis de conclure que l'engin était enfermé dans une bouteille.

LA FOLIE DE MLLE KLEIN.

On a fait beaucoup de bruit, depuis quelques jours, au sujet de l'internement, à l'asile de Villejuif, de Mlle Klein, ancienne lauréate du Conservatoire.

Les uns prétendent que cette jeune personne est atteinte de folie dangereuse ; les autres, parmi lesquels un conseiller général, qu'elle est séquestrée arbitrairement.

Bien qu'il soit établi que Mlle Klein, arrêtée parce qu'elle se livrait à des excentricités sur la voie publique, ait été, après une période de surveillance de quinze jours, envoyée par M. le docteur Girard à l'asile de Sainte-Anne comme atteinte de folie dangereuse, et que les médecins de Sainte-Anne et de Villejuif aient appuyé les conclusions du docteur Girard, le préfet de police, afin qu'il ne reste aucun doute, et en présence de l'instance de plusieurs de nos confrères, vient de demander qu'il soit procédé à une nouvelle enquête sur l'état mental de cette jeune fille.

Un jardinier hors de pair.

Maisonnier avait, pour entretenir sa superbe propriété de l'abbaye de Poissy, un jardinier extrêmement habile en son art. Jacques connaissait tous les végétaux : arbres, arbustes, plantes florifères ou potagères, et il en pouvait citer les nome aussi bien en latin qu'en français. Cette extraordinaire compétence ne laissait pas d'étonner les intimes de maître qui taquinaient volontiers le brave artisan, sans pouvoir le prendre en défaut. Un jour, M. Alexandre Dumas apporte à Jacques un paquet de graines mystérieuses absolument nouvelles pour celui-ci : c'étaient de petites boules rougeâtres rappelant un peu par la forme la semence du volubilis ou celle du millet. "Tout ce que je puis vous révéler, dit l'auteur dramatique, c'est que la plante aime beaucoup l'eau ; mouillez donc souvent nos graines." Au bout de quelques semaines, M. Alexandre Dumas, revenant à Poissy, s'informe auprès du jardinier de la réussite de semis. "Oh ! monsieur, répond Jacques, le coupin a dépassé mes espérances ; j'ai du reste tant soigné ! Venez plutôt voir vous-même mes [illegible]." Et soulevant la vitre [illegible] M. Dumas étonné. [illegible]

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Etrangères.

Arrêté à Santiago de Cuba.

Presse Associée.

New York, 4 septembre—Une dépêche spéciale de Nassau au *Herald* dit que des informations envoyées de Santiago de Cuba établissent que Donald Dodge, alias Frank Boyle, qui se présente comme correspondant d'un journal de New York, et qui est arrivé de Nassau sur le steamer Niagara, de la ligne Ward, est toujours en prison.

Les autorités espagnoles l'ont arrêté à son arrivée à Santiago de Cuba et l'ont enfermé sous l'accusation d'être un émissaire de la Junte cubaine de New York, en route pour le camp du rebelle Masco. Malgré l'intention exprimée par les autorités militaires de faire juger Dodge par une cour martiale et de le fusiller comme espion, le consul Hyatt, après plusieurs longs entretiens avec le gouverneur civil, M. Garrich, a réussi à obtenir le transfert de l'affaire aux tribunaux ordinaires.

Dodge déclare avoir quitté New-York en se cachant dans un navire et s'être embarqué finalement à Nassau sous le nom de Boyle.

Il n'avait pas les fonds nécessaires pour payer son passage en première classe, et il n'a pas donné son vrai nom pour des raisons de famille.

Comme explication de ses mystérieuses actions à bord du Nicaragua, et du fait qu'il ne s'est pas rendu à terre en même temps que les autres passagers, il dit qu'il attendait des amis de la ville pour payer ses dépenses, le stewart refusant de lui délivrer ses bagages.

Dans la correspondance trouvée en possession de Dodge par la police, se trouvait une lettre enfermée dans une grande enveloppe du New York and Cuba Mail Steamship Company, adressée à Pauchi F. Hyatt, consul des Etats-Unis à Santiago.

Les autorités espagnoles n'ont pas ouvert l'enveloppe, mais elles ont prié le consul Hyatt de se rendre à la prison et lui ont remis la lettre en présence de Dodge, après avoir requis le consul de l'ouvrir devant un juge qui se trouvait présent. M Hyatt s'y est refusé.

Le juge s'est mis en colère et a dit que si le consul n'ouvrait pas la lettre, il le ferait lui-même. Le consul a répondu : Vous n'avez pas le droit d'ouvrir une lettre qui m'est adressée en ma qualité officielle. Si vous osez briser le sceau, je préviendrai mon gouvernement par le cable que vous avez violé ma correspondance officielle.

Le juge s'est tu et a remis humblement et sans condition la lettre au consul.

M. Hyatt a triomphalement mis la lettre dans sa poche et est retourné à son bureau. Il a été impossible d'apprendre le contenu et le nom de l'expéditeur de la lettre. On a donné à entendre depuis qu'elle a été envoyée avec d'autres documents à Washington pour renseigner le secrétaire Olney.

Les fonctionnaires espagnols de Santiago pensent que la grande enveloppe contenait diverses lettres adressées aux chefs insurgés de Cuba, que Dodge avait habilement placées dans une enveloppe portant l'adresse du Consul des Etats-Unis avant de se rendre à terre.

Les fonctionnaires de Santiago refusent de donner le caractère des autres lettres saisies par la police.

Les membres de la Junte cubaine de Santiago repoussent absolument l'idée que Dodge a été envoyé dans cette ville avec une mission pour les révolutionnaires.

L'impression générale est que le prisonnier ne possède pas la plénitude de ses facultés.

Le gardien de la garnison de Santiago dit que Dodge a essayé de se suicider en se coupant une artère du bras avec son couteau de poche.

A la recherche d'un Trésor.

Presse Associée.

Santa Cruz, 4 septembre — T. D. Hughes, R. F. Davis, R. L. Mann et Pete Chrisman, de Gonzales, H. N. Mohynan et P. Jennings, de Gilroy, ont mis à la voile aujourd'hui de Santa Cruz pour une île isolée de l'Océan Pacifique située à environ huit cents milles à l'ouest des côtes du Pérou, à la recherche d'un trésor enfoui.

Il y a quarante-trois ans, Jennings naviguait dans les mers du sud, et on dit qu'il est un des six marins qui ont enterré dans l'île isolée du Pacifique trois grandes jarres remplies de doublons espagnols, dont la valeur est de 300,000 à 1,000,000 de dollars.

M. Jennings est le seul homme vivant qui connaît l'emplacement de la cachette ; ses compagnons sont morts en sa présence sur les côtes du Pérou. Il possède actuel une carte de l'île ; il déclare qu'elle est d'origine volcanique et inhabitée. Le voyage prendra trois mois.

Les rebelles de Formose.

Presse Associée.

St-Pétersbourg, 4 septembre—Le correspondant de Vladivostock du *Novoe Vremya* écrit que les insurgés de Formose méditent avec succès une campagne contre les Japonais, à laquelle les femmes prennent part comme les hommes. Malgré le fait que les troupes sont décimées par la maladie, les Japonais n'accordent aucun quartier et n'épargnent ni les femmes ni les enfants.

Mort d'un naturaliste suédois.

Presse Associée.

Stockholm, 4 septembre—[illegible] von, le naturaliste [illegible] mort [illegible]

Un directeur de journal arrêté à Berlin.

Presse Associée.

Berlin, 4 septembre—Herr Pfund, directeur du *Vorwaerts*, a été arrêté et deux éditions de son journal ont été saisies par les autorités, sous le prétexte qu'elles contenaient des articles insultant l'empereur Guillaume.

A la Chambre des Lords.

Presse Associée.

Londres, 4 septembre—Au cours des débats sur la loi de rachat des terres irlandaises, aujourd'hui, le vicomte Cliffden a dit que cette mesure paraît destinée à secourir les tenanciers évincés qui, ajoute-t-il, ne sont que l'écume de leur classe, et qui s'amusent à couper les cheveux des femmes et à tirer sur les vieillards.

Il espère que la loi sera repoussée. Le baron Halbury regrette qu'un tel langage ait été employé dans les débats. La seule question, dit-il, est de continuer l'exécution d'une loi qui, autrement, prendrait fin avec le temps.

La loi a été votée en troisième lecture.

La Chambre des Lords a voté en première lecture la loi enlevant le doute sur la validité de la loi du Dominion, relative au président du sénat canadien.

Nouvelles Américaines.

Un Million d'Or Envoyé en Europe.

Presse Associée.

New York, 4 septembre—W. H. Crossman et Bro., expédieront demain en Europe un million de dollars d'or par le steamship Augusta Victoria.

Nesslage et Feller enverront $100,000 d'or par le même navire.

La dette des Etats-Unis.

Presse Associée.

Washington, 4 septembre—Le tableau de la dette publique établi aujourd'hui par le département du Trésor, montre qu'elle s'élevait, le 31 août, moins le montant en caisse, à $942,924,323, une augmentation de $2,815,418 pendant le mois.

La dette est composée de la façon suivante :

Dette portant intérêt, $747,360,610; dette ne portant plus intérêt depuis l'arrivée des titres à maturité, $1,695,870; dette ne portant aucun intérêt, $377,906,998 ; total $1,126,963,479.

Il y a aussi des certificats et des notes du Trésor représentés par un montant égal en numéraire dans le Trésor, s'élevant à $602,384,693.

Le numéraire en caisse est classé de la façon suivante : Or, $149,410,926 ; argent, $511,447,344 ; papier, $150,284,534; bons, balances, etc., $15,817,539 ; total, $826,960,345, sur lesquels il y a des engagements pour $642,921,189, laissant une balance de $184,039,156. L'encaisse a diminué de $3,110,374 pendant le mois d'août.

Un cyclone dans le Tennessee.

Presse Associée.

Nashville, Tennessee, 4 septembre—Un rapport envoyé à Nashville annonce que treize maisons d'Huntington, comté de Carroll, ont été démolies par un cyclone à 9 heures 30 ce matin. Un homme a été grièvement blessé.

Le Southern Pacific.

Presse Associée.

San Francisco, 4 septembre—La possibilité de la nomination d'un syndic pour le Southern Pacific est ce qu'on peut conclure de la déposition faite devant les commissaires de chemins de fer par G. L. Lansing, secrétaire et contrôleur de la compagnie, qui combat la réduction proposée du tarif de frêt.

Lansing déclare que la diminution du revenu net de 1894 sur celui de 1893 a été de $2,276,000.

Les recettes totales de la ligne pendant les premiers six mois de cette année sont de $14,791,000. Les dépenses d'exploitation et les charges sont de $16,267,000.

Le secrétaire établit ainsi que pour la première moitié de 1895 il y a un déficit de $1,476,000.

La dédicace du Séminaire de St-Paul.

Presse Associée.

St Paul, Minnesota, 4 septembre—A dix heures ce matin, dans les bosquets charmants qui entourent les bâtiments du nouveau séminaire de Hill, les cérémonies de dédicace de l'institution ont commencé par une grande messe pontificale célébrée par Monseigneur Satolli.

Les immenses bâtiments du nouveau séminaire, construits avec les cinq cent mille dollars généreusement donnés par J. J. Hill, du Grand Northern Railway, sont situés sur les bords du Mississipi à l'extrémité ouest de la ville de St-Paul. Devant la bâtisse de l'administration, faisant face au puissant Père des Eaux, un autel recouvert de draperies avait été élevé, et là, en présence de 20,000 fidèles, la grande messe pontificale a été célébrée.

Plusieurs centaines de prêtres assistaient à la cérémonie, ainsi que les archevêques Satolli, Ireland et Keane ; l'évêque Cotter, de Winona ; Mgr Nugent, de Liverpool ; le docteur Thomas O'Gorman et le révérend Sylvester Malone, de New York.

Le docteur Thomas O'Gorman, de l'Université de Washington, a prononcé le sermon. Il a fait une description éloquente de l'œuvre du prêtre et de la préparation à cette œuvre.

Après la messe, les immenses bâtiments ont été ouverts au public.

Les Agissements du Consul des Etats-Unis à Tamatave.

Presse Associée.

Washington, 4 septembre—Un grand intérêt va s'ajouter à l'affaire de Waller par une enquête sur les agissements de M. Wetter, qui lui a succédé et est actuellement consul des Etats-Unis à Tamatave.

Cette enquête est le résultat de plaintes portées par Charles T. Lyons, un résident de Madagascar, qui est allé par affaires à Washington au mois de septembre [illegible]

[illegible] Madagascar [illegible] d'exportation de [illegible] qu'il a encouru l'inimitié [illegible] qu'en prenant [illegible] individu [illegible] consul [illegible]

et il a insisté pour juger Lyons lui-même en même temps qu'il le poursuivait.

Lyons était si convaincu qu'il devait être condamné à la prison, qu'il a quitté l'île avant la fin du procès.

Il déclare qu'il a promptement notifié le gouvernement de Washington de ces faits, et qu'il a porté plainte contre Wetter. Il se plaint qu'aucune attention n'a été donnée par les autorités à sa plainte jusqu'en ces temps derniers.

Les fonctionnaires de Washington impliquent le fait qu'aucune mesure n'a été prise au sujet de la communication de M. Lyons en disant qu'ils ne connaissaient pas l'endroit où il se trouvait [illegible] qu'au moment où ils ont été notifiés [illegible] son arrivée récente à Brooklyn. Il s'est établi en même temps que M. Lyons maintenant prévenu que toute [illegible] tion qu'il désirera porter recevra la [illegible] sidération qui lui est due [illegible]

Les amis de M. Lyons annoncent qu'il est toujours déterminé à poursuivre [illegible] faire, mais qu'il a décidé d'attendre le retour du sous-secrétaire d'Etat, [illegible] qui a charge des questions consulaires. Il est compris que M Lyons présentera sous serment un rapport de l'affaire [illegible] en demandera le règlement.

Sa défense contre l'accusation de [illegible] ter est que la lettre qu'il a ouverte était adressée personnellement, et [illegible] lettre cachetée adressée au [illegible] maddonne était enfermée dans une [illegible] veloppe contenant plusieurs autres lettres qui lui étaient adressées.

L'enquête portera directement [illegible] l'affaire Waller. Ce dernier et son beau-fils, Paul Bray, siégeaient avec Wetter comme membres de la cour, et il [illegible] qu'ils ont eux-mêmes encouru la rancune du consul en résistant à ce qu'ils croyaient le désir de Wetter de p[illegible] injustement Lyons.

Waller a fait allusion à cette affaire dans une des lettres adressées à sa femme interceptées par les autorités françaises et ce fait, affirme-t-on, est cause de la nonchalance de Wetter à défendre [illegible] droits de l'ex-consul.

Les Chinois à l'Exposition d'Atlanta.

Presse Associée.

Washington, 4 septembre—Le département du Trésor a reçu aujourd'hui une dépêche annonçant l'arrivée à Vancouver, Colombie Britannique, de 100 Chinois se rendant à l'Exposition d'Atlanta. On suppose qu'ils entreront aux Etats-Unis à Ogdensburg, Etat de New York.

Le receveur des douanes de cette [illegible] a reçu l'instruction de se tenir sur [illegible] gardes à propos des entrées illégales, [illegible] tendu que le gouvernement est prêt [illegible] que des tentatives seront faites [illegible] cesser l'entrée à plusieurs Chinois [illegible] n'ont pas légalement le droit de pénétrer dans les Etats Unis.

La réserve d'or.

Presse Associée.

New-York, 4 septembre—Jusqu'à ce jour, aujourd'hui, aucune partie des [illegible] millions d'or déposés hier à la Sous-Trésorerie n'avait été remise au [illegible] ment.

Les fonctionnaires de la sous-trésorerie annoncent qu'ils ont été prévenus [illegible] $1,100 000 seront retirés pour être expédiés demain par l'Augusta Victoria.

D'autres demandes sont attendues aujourd'hui, quoique Huskier, Wood et [illegible] aient annoncé qu'ils n'expédieront [illegible] ce montant demain.

Actuellement, la réserve d'or [illegible] dessous de cent millions de dollars.

Le capitaine de vaisseau George Summer devant une cour martiale.

Presse Associée.

Brooklyn, 4 septembre—Le procès [illegible] vant une cour martiale du capitaine Geo W. Summer, du croiseur des Etats-Unis Columbia, sur une accusation [illegible] cée après l'enquête sur les avaries [illegible] bire par le navire pendant sa [illegible] cale sèche à Southampton au mois de juillet dernier, a commencé ce matin à l'arsenal de Brooklyn.

L'accusation comprend trois [illegible]

1. Négligence criminelle et [illegible] sance dans l'exercice des devoirs.

2. Avoir souffert qu'un vaisseau de la flotte soit exposé à des avaries, [illegible] près l'article 3 des règlements de la marine.

3. Négligence des devoirs.

Les spécifications sont :

1. Que le capitaine Summer, [illegible] juillet 1895, a conclu un contrat avec les directeurs du chantier de marine de